



LA PAGE D'INFOS DE LA CGT TRESOR DE L'YONNE

N° spécial compte rendu CTPL

Secrétaire Alain GUYADER tél : 06 32 07 36 03

E-Mail : a.guyader@wanadoo.fr

CTPL du 8 octobre 2009

2^{ème} réunion avec le nouveau TPG

Toujours une grande écouteet des réponses claires

Déclaration Liminaire de la C.G.T

(en intégralité sur le site local <http://www.tresor.cgt.fr/89/>)

Sur la situation nationale:

- les annonces du **1er ministre sur le budget 2010**, qualifié de budget pour la reprise, en fait les choix opérés s'inscrivent dans la continuité rigoureuse de ceux des années précédentes, des choix qui ont nourri la crise.
- **Les seuls gagnants sont les entreprises et les titulaires de revenus financiers :**
 - **Les entreprises** se voient gratifiées d'aides supplémentaires notamment au travers de la suppression de la taxe professionnelle.
 - **Les contribuables les plus fortunés** continueront à profiter du bouclier fiscal leur permettant de réduire leurs impôts.
 - A l'inverse, **les ménages** vont payer la taxe carbone, l'augmentation du forfait hospitalier, les médicaments qui ne seront plus remboursés. ...
- **Pour améliorer les comptes sociaux et publics**, il faut avant tout relancer l'emploi et l'activité économique.
- **34 000 postes seront supprimés**, dont 16 000 dans la seule Education Nationale.

La CGT condamne clairement la politique actuelle de suppressions de dizaines de milliers d'emplois, elle n'a d'ailleurs pas siégé lors du CTPL du début d'année sur cette question. Elle n'a pas non plus cautionné la décision locale d'implantation par ½ emploi .

Elle intervient pratiquement à chaque réunion pour dénoncer les conséquences des suppressions sur les conditions de travail et sur la qualité du service public rendu.

Sur l'actualité locale :

- Lors **des heures d'information** de mi septembre la CGT a pu se rendre compte de la dégradation de la situation et du découragement des personnels. Les responsables et les agents ont fait part des problèmes d'effectifs insuffisants.

- **La mise en place au 1er septembre du guichet fiscal unique (GFU)**, cher au ministre du budget et devant permettre au contribuable d'avoir les réponses à ses questions en un seul lieu est mal vécue par des personnels en nombre insuffisant et qui manquent de formation.
- **Au SIP de Sens** au delà de la question des **effectifs** qui sont fluctuant, le point noir est celui de l'**accueil**. Suite aux décisions gouvernementales, prises sans concertation, les agents doivent faire les aménagements de délais dans SISPEO.
 - le **système AGORA** non installé sur les micros alors que le dépôt des congés, des absences et leur suivi doit se faire par ce biais.
 - pas d'**accès aux applications** qui fonctionnaient avant l'installation du SIP : telle l'obtention en RAR, par RAHIST de l'historique des informations comptables et les bordereaux de situation des contribuables.
 - et pour couronner le tout, **le fait d'être sur 2 étages différents** pour la comptabilité et les renseignements, les agents passent leur temps dans le couloir et les escaliers pour un oui et pour un non, pour courir après les signatures (le moindre papier doit être signé), pour demander un avis ou tout bonnement pour essayer de joindre le ou la collègue ...
- **SIP de Tonnerre** : un bilan rapide
 - Chacun fait son métier, même si des aides ponctuelles notamment quand l'agent du recouvrement est absente (temps partiel 80%) ou à l'inverse quand il y a des besoins en secteur d'assiette .
Un point positif a été signalé : la proximité permet un meilleur traitement du dossier du contribuable.
 - Non utilisation de **l'application Gaia** par les collègues ex-DGI faute de formation et de disponibilité.
 - **Signalétique de l'accueil insuffisante:**
Côté caisse collectivités locales il n'y a pas de matérialisation suffisante pour respecter la confidentialité.
De même la matérialisation est insuffisante pour guider les usagers entre accueil fiscal qui se trouve trois marches au dessus du hall d'entrée et accueil collectivités locales de plein pied, d'autant plus que la banque du SIP est très haute: les usagers ne distinguent pas la personne assise derrière la banque. Conséquence: le premier accueil se fait coté caisse collectivités locales et la caissière qui a d'autres tâches que la caisse, est sans cesse déranger dans son propre travail.
 - Par ailleurs **le standard téléphonique** est commun aux deux services et les usagers sont souvent diriger coté gestion publique pour un problème fiscal (encombrement, absence coté fiscal...) d'où mécontentement de l'utilisateur qui ne comprend pas que l'on ne puisse pas répondre à ces questions lors de ces transferts d'appel.
 - Surcharge générale de travail pour tout le monde pour pallier aux absences de la caissière collectivités locales non remplacée par **l'équipe de remplacement**.

- A la **Trésorerie d'Auxerre** la situation des effectifs est aussi très préoccupante et la dégradation remonte à la fusion , nous l'avons condamné à l'époque ainsi que la suppression de deux emplois de catégorie A comptables (Seignelay et Auxerre Banlieue) et d'un emploi de catégorie B et malheureusement le quotidien vécu par les agents nous donne raison.

Lors d'un précédent CTPL la CGT avait déposé **une pétition signée par les personnels** du poste, mais malheureusement, il n'en a pas été tenu compte. Les mouvements de personnels depuis en aggravent sûrement les conséquences. Les agents sont découragés et ce n'est pas une n-ième réorganisation qui peut suffire à récupérer le retard.

Et de plus on leur demande de mettre en œuvre le GFU, GAIA !

L'ordre du jour de ce CTPL était copieux :

- approbation des PV des CTPL du 29 juin et du 9 septembre
- formation professionnelle
- exécution budgétaire
- point d'information sur la pandémie grippale
- présentation du programme de prévention du CHS
- protocoles Horaires variables
- questions diverses

L'APPROBATION DES PV : La CGT a approuvé les 2 PV en constatant avec satisfaction qu'ils étaient proposés plus rapidement .

FORMATION PROFESSIONNELLE

Présentation **du bilan des 6 premiers mois de 2009** (Hélios, Sirius, GFU, préparation examen professionnel de B en A, Open Office, et pour 29 cadres A sur le document unique) , **des statistiques 2009** (202 agents ont eu une formation , 805 jours de formation) et **des évaluations** (très positives sauf Sirius) , **d'un commentaire sur les demandes 2009-2010** (report lié au changement de calendrier, 196 fiches de demandes reçues sur 298 soit 66%).

La CGT a fait notamment les remarques suivantes :

- Nous constatons que nous avons cette fois-ci un premier **bilan qualitatif** qui fait ressortir des remarques intéressantes et conformes aux discussions que nous avons pu avoir avec les agents.
- Cependant les échos que nous avons sur **la formation SIRIUS** nous amène à ne pas partager votre analyse faisant porter la difficulté sur le nombre de participant.
- Concernant **la formation OPEN OFFICE** , le manque de succès est surtout dû au manque d'information quant à son utilité future. De plus dans un contexte de suppressions d'emplois cette formation « Bureautique » n'apparaît pas prioritaire et les agents s'autocensurent ou n'obtiennent pas l'autorisation pour nécessité de services.
- Nous souhaitons **qu'un bilan de l'absentéisme** soit communiqué pour faire échos aux précédents débats en CTPL.

Le plan de formation sera mis sur Magellan à l'issue de la réunion du CTPL.

LE POINT D'INFORMATION SUR LA PANDEMIE GRIPPALE

Le Fondé nous a précisé qu'il a dû compléter l'information transmise au Préfet par le nombre d'agents assurant les tâches en phase 6 : 41 agents pour les recettes publiques, 43 pour les dépenses et 23 pour la caisse. C'est le Préfet qui a la maîtrise totale .

Comme elle s'y était engagée, la CGT a indiqué les noms de camarades à contacter sur le sujet et rappelé l'importance qu'elle attachait à être informé au fur et à mesure des cas avérés ou non.

Sur le Plan de continuité d'activité (PCA) , elle a relevé une contradiction entre le document envoyé au Préfet qui indique la possibilité de télétravail et l'administration qui précise qu'il ne sera pas mis en œuvre (hors quelques personnes travaillant déjà actuellement chez eux, pour leurs rapports par exemple).

L'EXECUTION BUDGETAIRE

Le bilan au 30 9 09 a été commenté :

- le budget a été abondé de nouveaux crédits (par exemple : pour 3 caméras dans les postes, pour le guichet de Tonnerre, pour la redevance informatique et les travaux à Sens Agglo).
- les dépenses s'élèvent approchant les 1 290 599 euros soit près de 65% du budget
- l'affranchissement, le plus gros poste est à près de 380 000 euros mais avec une baisse de 8% par rapport à la même période de 2008
- les locations immobilières (2^{ème} poste) est à 50% du budget avec près de 135 000 euros avec une baisse importante par rapport à l'année dernière , une relance sera faite pour éviter le report du 4^{ème} trimestre sur 2010
- les frais de déplacement dépassent les 131 000 euros soit 66% du budget

La CGT a redemandé la communication du **détail par poste**. Par exemple, pour les travaux immobiliers, l'absence de détail nous empêche d'avoir une vision claire de la situation au 30/09. De même le document donnant le % de réalisation global par poste n'est pas explicite de la situation si nous n'avons pas le détail.

Pour la CGT, il est important que soit rappelé aux comptables et adjoints la nécessité **d'une réelle association des personnels à la préparation du dialogue budgétaire**.

Comme les années précédentes, nous demandons que les réponses des comptables nous soient communiquées avant le 31 décembre.

Sur l'exécution au 30 septembre, **65% d'exécution** au 30 septembre, ça paraît confortable , mais nous constatons que :

- si l'on regarde les plus gros postes 3 lignes sont déjà au dessus de cette moyenne , le premier l'affranchissement avec près de 73%, les fluides avec 80% et les frais de déplacements avec 66%
- la maintenance technique a dépassé le budget avec près de 109% et le matériel informatique près de 103 %
- et globalement 5 lignes dépassent les 75%

Puis la CGT a posé quelques questions sur chaque ligne en comparant avec la situation finale de 2008 .

En réponse l'administration nous a indiqué qu'elle nous donnerait les demandes faites par les comptables et le détail par poste.

LA PRESENTATION DU PROGRAMME DE PREVENTION

La CGT a indiqué qu'elle était satisfaite de l'inscription de cette question à l'ordre du jour suite à sa précédente demande. Ce qui l'intéresse, comme elle a largement participé à son élaboration dans le cadre du CHS, c'est d'en voir les déclinaisons pour les services.

Elle a donc formulé des questions précises lors de ce CTPL :

Sur l'amiante :

Vu l'erreur de diagnostic sur le CDI d'Auxerre , nous nous demandons si les diagnostics sont justes pour nos postes du trésor.

De plus nous aimerions connaître où en est la mise en œuvre des travaux pour les 4 sites répertoriés dans la base de données AMIANTE pour notre département pour les revêtements de sols à la TG, les conduites d'eau du logement du gardien de la TG , les conduites d'air de la trésorerie de Joigny et de la trésorerie de Sens Municipale

L'administration a prévu d'enlever l'amiante à la TG. Gros travaux en perspective ! .

Agents de droit public :

La CGT souhaite savoir où l'on en est du suivi particulier des femmes de ménage : visite médicale, produits utilisés... et de la demande déjà faite d'une adresse mail à laquelle ces agents ont maintenant droit ? Elle aimerait avoir un résumé de la situation actuelle de ces agents de droit public et des perspectives notamment après les fermetures et avant la fusion à Sens.

L'administration évoque des raisons de sécurité pour refuser la mise à disposition , elle prive les agents de l'accès aux informations par Magellan et de la possibilité de recevoir des mails alors que l'administration centrale a donné son accord suite à une demande de la CGT. A suivre.....

Nettoyage :

Plusieurs agents nous ont encore souligné le manque d'heure de nettoyage.

L'administration indique qu'elle suit le marché de nettoyage, qu'elle a peu de marge de manœuvre pour les heures des femmes de ménage , qu'elle essaie de pallier aux périodes de vacances .

Santé :

Pourrions nous avoir un bilan détaillé des arrêts maladie dans le département ?

Pas de problème.

LES PROTOCOLES HV

PROTOCOLE DE L'ISLE SUR SEREIN :

La CGT voudrait tout d'abord souligner qu'elle trouve inadmissible les multiples pressions en dehors du CTPL pour que les agents abandonnent leur projet de plage fixe à 16h.

Deuxièmement, comme elle l'a déjà dit, dans ce même document il est indiqué que la continuité du service est assurée jusqu'à 16h30 donc rien ne justifie le refus de la fin de la plage fixe à 16h.

Après les multiples interventions de la CGT, le TPG a proposé une expérimentation d'un an avec la plage fixe finissant à 16h, elle commencera début novembre.

PROTOCOLE DE TONNERRE :

Pas de problème pour la CGT puisque le protocole a été approuvé par tous les agents.

Date de mise en œuvre : le 1er novembre 2009.

QUESTIONS DIVERSES :

L'absentéisme :

La CGT a remercié l'administration pour la communication des absences des 8 premiers mois de l'année 2009 et a redemandé les infos données par diapos lors d'une précédente réunion.

Elle a fait quelques observations sur le tableau :

- La colonne manque d'effectifs fait clairement ressortir un manque de près de 585 jours dans les postes (soit +200 j depuis fin mai) et un plus de 655 jours sur la TG (soit +230 j depuis fin mai).
- Les absences, elles, sont de plus de 1200 jours en postes et 461 en TG, avec un manque proportionnellement plus important pour les petits postes.
- Toutes les absences représentent (ERD non comprise) près de 1600 jours de travail environ soit 8 emplois à créer en plus pour couvrir l'absentéisme et non à prendre sur l'effectif du département comme c'est le cas actuellement avec l'Equipe de Remplacement.

La CGT a demandé au TPG d'indiquer ce qu'il comptait faire pour que le département n'ait pas de suppression d'emplois en 2010, la situation devient insupportable.

Réponse : je fais remonter régulièrement les problèmes et je me rendrai au Ministère pour cela.

Cadre A de l'Isle sur serein :

Nous demandons que la nouvelle comptable soit nommée en responsabilité dès le 1^{er} janvier sinon la situation risque d'être très déstabilisante, elle se trouverait en porte à faux par rapport aux agents et aux ordonnateurs.

L'administration a répondu favorablement à cette demande.

Service TG Dépense :

Nous aimerions avoir des informations par rapport à l'avenir du service de la Dépense de la TG lié à la mise en place de Chorus.

Au 1^{er} janvier 2009 des programmes sont déjà partis à Dijon , ceux de l'éducation nationale au 1^{er} juillet, que restera t-il au 1^{er} janvier 2010 puisque la préf part aussi ?

Au 01/09/2009, la compta a perdu la gestion du parc immobilier qui est partie à Dijon et il "semblerait" que les immobilisations en cours (AICS) subissent le même sort au 01/01/2010

De plus actuellement la dépense compte 1 A, 1 B et 1.5 C soit 2 agents , que vont-ils devenir ?

Réponses : la direction n'a pas éludé la question et a précisé qu'il y avait actuellement de la place à la TG au service CEPL et à la compta .

La CGT a souligné le problème du changement pour des agents qui auront à réapprendre un autre service.

De même quel avenir pour Brienon ?

La CGT a demandé des informations suite à l'entrevue du TPG avec le maire ?

Réponse du TPG : effectivement , j'ai rencontré le maire et insisté pour qu'il consente à mettre les moyens pour une meilleure installation du poste dont la pérennité (dégel) a été demandée à la direction générale.

La CGT a indiqué que les agents ont signalé que le poste n'est pas sécurisé et qu'ils effectuaient les transports de fonds.

Travaux du DOS :

La CGT a déjà évoqué le DOS lors du dernier CTPL début septembre, elle a donc demandé une actualisation précise de la situation dans le département.

Réponse : 34 agents inscrits pour 5 groupes avec la filière fiscale.

Siégeaient pour la CGT :

Carine RIGNAULT, Claudine BEAU, Régis HIVERT et Alain GUYADER.

BULLETIN D'ADHESION



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT
Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

déclare adhérer au Syndicat National du Trésor CGT.

Signature :